

**UNIVERSITE DE BORDEAUX**

35, place Pey Berland

33000 BORDEAUX

**Catégorie principale :**

**Services**

**n°2025-058**

*(Intitulé => report de l'objet de la consultation)*

**Réalisation d'enquêtes de terrain en Ethiopie et  
prestations associées pour l'Université de  
Bordeaux**

CCAG applicable : FCS

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

# Table des matières

---

Article 1 - Objet de la consultation .....	3
Article 2 - Documents contractuels.....	3
2.1    Forme, allotissement, montants maximums et référencement des titulaires .....	3
2.2    Durée du contrat .....	4
2.3    Modalités d'exécution de l'accord-cadre .....	4
2.4    Modalités des notifications au titulaire.....	5
2.5    Prix.....	5
2.5.1    Contenu des prix.....	5
2.5.2    Nature et forme des prix .....	5
2.6    Vérifications et admissions .....	5
2.7    Exécution financière du marché .....	6
2.7.1    Avance à la commande .....	6
2.7.2    Acompte intermédiaire.....	6
2.7.3    Solde final .....	6
2.7.4    Facturation.....	6
2.7.5    Régime des paiements .....	7
2.8    Pénalités liées au retard .....	7
2.8.1    Retard .....	7
2.9    Droit applicable dans le pays d'exécution de la prestation .....	8
2.10    Assurances .....	8
2.11    Droit – langue .....	9
2.12    Confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	9
2.12.1    Confidentialité .....	9
2.12.2    Protection des données à caractère personnel.....	9
2.13    Développement durable .....	10
2.14    Résiliation .....	10
2.15    Clause de réexamen .....	10
2.15.1    Réexamen par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur .....	10
2.15.2    Réexamen par avenant .....	10
2.16    Dérogations au CCAG-FCS .....	11

## Article 1 - Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la préparation et la mise en œuvre d'enquêtes auprès de ménages en Ethiopie et prestations associées pour le compte de l'Université de Bordeaux, conformément aux dispositions du CCTP.

## Article 2 - Documents contractuels

Le présent article déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, dans leur version en langue française, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Les exigences du pouvoir adjudicateur porté à l'annexe 1 (BPU) et 2 (cadre de réponse technique - CRT) à l'AE,
- L'annexe 3 à l'AE : Confidentialité et RGPD,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques et particulière (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- La réponse financière portée au BPU par le titulaire ;
- La réponse technique portée au CRT par le titulaire ;

Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de divergence, les éléments listés ci-dessus prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

**Nota important :** Pour rappel des informations communiquées au Règlement de la Consultation, les versions traduites en langue anglaise pour faciliter la compréhension du dossier ne sont pas constitutives du contrat.

### 2.1 Forme, allotissement, montants maximums et référencement des titulaires

Le contrat prend la forme d'un accord-cadre mixte **multi attributaire** :

- Exécution, à titre principal par **bons de commande** à la survenance du besoin, **dont les prix sont définis au bordereau des prix unitaires (BPU) annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU).**
- Exécution, à titre subsidiaire par **marchés subséquents** conclus à la survenance des besoins en vue de l'exécution des prestations **dont les prix ne sont pas définis en annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU).**

Le présent accord-cadre a été constitué en lot unique sans montant minimum et avec un montant maximum pour la durée de l'accord-cadre de **3 000 000€ HT**.

Le montant maximum ne constitue en aucun cas un engagement du pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre est attribué à trois (3) titulaires maximum (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres conformes reçues).

## 2.2 Durée du contrat

La durée du présent contrat court à compter de sa notification, pour une durée ferme de **quatre (4) ans**.

L'émission des bons de commande peut se faire à compter de cette notification et jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leur durée de validité maximale est de douze (12) mois.

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre peut se faire jusqu'à son dernier jour.

Chaque marché subséquent est passé à la survenance du besoin pour une durée maximale de douze (12) mois, sauf disposition contraire prévue au marché subséquent.

Le titulaire est contractuellement lié par les engagements consentis avec l'université, et ce même si les prestations s'exécutent après la date de fin de l'accord-cadre.

## 2.3 Modalités d'exécution de l'accord-cadre

### **Modalité d'attribution des bons de commande :**

L'exécution des enquêtes sera à titre principal commandée par bon de commande pour toutes les prestations relevant du BPU.

**Ces bons de commandes sont prioritairement attribués au titulaire classé en 1<sup>ère</sup> position lors de la consultation de l'accord-cadre.**

**Dans le cas où il ne peut répondre au besoin exprimé dans les délais impartis**, il en avise le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de 24h ouvrées à compter de la notification de la demande. Le pouvoir adjudicateur fait alors appel au titulaire classé en position suivante.

Il en va ainsi de suite en cascade si le titulaire interrogé est dans la même incapacité.

Les bons de commande seront notifiés avant tout début d'exécution. Ils comportent obligatoirement :

- Le numéro de l'accord-cadre,
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande et sa date,
- Le détail des prestations commandées et les quantités associées,
- Le montant total TTC.

### **Marchés subséquents :**

Dans l'hypothèse où des prestations complémentaires seraient nécessaires suite à la notification d'un bon de commande à un titulaire donné, seul ce titulaire sera sollicité pour la production d'une proposition technique et financière qui, si elle correspond au besoin, donnera lieu à la notification d'un marché subséquent.

Le titulaire interrogé est dans l'obligation de répondre. Il est consulté par mail, il dispose d'un délai maximum de 5 jours ouvrés pour transmettre sa proposition par mail.

L'offre transmise doit comporter l'identification des prestations ainsi que le détail des prix associés.

Le marché subséquent prend la forme d'une commande simple réputée signée par les deux parties dès lors que le titulaire ne l'a pas contestée dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de sa notification.

La notification interviendra par courriel dont le Titulaire accusera obligatoirement réception, avant tout début d'exécution.

## **2.4 Modalités des notifications au titulaire**

Les demandes et bons de commande seront notifiés au titulaire par mail, la date d'envoi valant date de notification (il est, à ce titre, conseillé au titulaire d'accuser systématiquement réception de toute demande / commande qui lui parviendrait).

## **2.5 Prix**

### **2.5.1 Contenu des prix**

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment tous les frais, charges, taxes, salaires des enquêteurs, coût administratif, coût lié à la sécurité.

**Pour les prestations relevant du BPU et donnant lieu à notification d'un bon de commande aucun supplément de prix ne sera accepté.**

De même pour les prestations complémentaires aucun supplément ne pourra être ajouté suite à l'acceptation du devis proposé et à la notification de la commande valant marché subséquent.

### **2.5.2 Nature et forme des prix**

#### **Bon de commande :**

Les prix définis au BPU sont unitaires et fermes sur la durée de l'accord-cadre.

Il est à noter que les prix par ménage doivent comprendre tous les éléments nécessaires à la parfaite exécution des prestations commandées, dans le respect des dispositions du CCTP.

#### **Marché subséquent :**

Les prix sont unitaires et fermes sur la durée des marchés subséquents.

Il est à noter que les prix des prestations complémentaires doivent comprendre tous les éléments nécessaires à la parfaite exécution des prestations commandées, dans le respect des dispositions du CCTP et de la demande spécifiquement adressée au titulaire.

## **2.6 Vérifications et admissions**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, le délai qui lui est imparti pour procéder à ces opérations de vérification est de 30 jours ouvrés à compter de la réalisation des enquêtes de terrain.

Le titulaire est dans l'obligation d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas avisé de la date de ces vérifications.

L'admission des prestations sera effectuée par l'équipe de recherche de l'Université, qui validera la conformité des prestations selon les critères définis dans le cahier des charges.

## 2.7 Exécution financière du marché

### 2.7.1 Avance

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement de l'Accord Cadre, une avance de 40% du montant TTC du bon de commande ou du marché subséquent à la survenance du besoin, est versée dans les conditions définies aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, lorsque le montant dudit marché subséquent à la survenance du besoin ou bon de commande est supérieur à 50 000€ HT et que sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance :

- S'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant de l'avance.
- Doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations.

Cette avance servira à engager les frais pour mener à bien l'enquête de terrain (frais de formation, logistique, sécurité...).

### 2.7.2 Acompte intermédiaire

#### **Bon de commande :**

Un acompte de quarante pour cent (**40 %**) du montant total du bon de commande sera versé à mi-exécution de la prestation. L'acompte sera versé sur demande du titulaire après acceptation expresse de l'équipe de recherche assurant la gestion et le suivi des prestations qui aura en amont dûment vérifié que le montant de l'acompte correspond au niveau d'exécution de la prestation. Pour chaque demande de paiement d'acompte, le titulaire aura adossé à sa facture, toutes les pièces justifiant les prestations effectivement réalisées.

#### **Marché subséquent :**

Il n'y aura pas de versement d'acompte au titre des prestations complémentaires au bon de commande initial.

### 2.7.3 Solde

Le solde du montant total du bon de commande sera réglé uniquement après **l'admission des prestations**, suite à la collecte complète des données de terrain et à la validation de celles-ci par l'équipe de recherche de l'Université de Bordeaux. Cette admission, condition préalable au paiement du solde, atteste que les prestations ont été réalisées conformément aux exigences du bon de commande.

### 2.7.4 Facturation

Seules les prestations figurant dans le marché sont facturables.

#### **Mentions obligatoires sur les factures**

L'adresse ci-dessous doit impérativement être portée sur toute facture :

Université de Bordeaux  
Service facturier

146 rue Léo Saignat  
Bâtiment ED-CS 61292  
33076 Bordeaux cedex

En outre, les factures comportent impérativement :

- La référence de l'accord-cadre (N° figurant en page de garde du présent document)
- Le numéro de l'Engagement juridique correspondant au bon de commande ou au marché subséquent ;
- Le nom et l'adresse complète du destinataire des livraisons et prestations réalisés ;
- La date d'émission ;
- La désignation exacte des prestations dont le paiement est demandé ;
- Le détail des montants HT et taux de TVA en vigueur dans le pays d'exécution des prestations associés ;

Les factures non référencées à un numéro d'engagement juridique de l'Université de Bordeaux ne pourront pas être prises en considération.

### **Transmission des factures**

*La facture sera obligatoirement déposée sur le portail **CHORUS PRO**. Les factures ne respectant pas cette obligation ne pourront pas être prises en considération*

*Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées pourront être adressées à l'Université de Bordeaux et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :*

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Université de Bordeaux en tant que destinataire de la facture : 13001835100010
- Le numéro d'engagement juridique que vous aura transmis l'université de Bordeaux après la notification du bon de commande ou de la commande valant marché subséquent.

*Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>, dédié à la facturation électronique.*

### **2.7.5 Régime des paiements**

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum en application des articles 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture dès lors que la facture a bien été transmise dans les conditions définies au présent document. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle ces conditions sont réputées remplies.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas de dépassement du délai global de paiement, des intérêts moratoires seront dus, conformément aux dispositions des articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le mode de règlement est le virement.

## **2.8 Pénalités liées au retard**

### **2.8.1 Retard**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable ni exonération possible, une pénalité calculée par application des formules suivantes, dans lesquelles :

- P = montant HT de la pénalité,

- V = montant HT de la prestation ou de la fraction de prestation en retard (selon la décomposition des prix globaux et forfaitaires),
- R = nombre de jours de retard, à compter du lendemain du dernier jour du délai contractuel.

TYPE DE PENALITES	UNITE DE DECOMPTE	MODALITES DE CALCUL OU MONTANT NET	PLAFONNEMENT
1) Bon de commande et demande de devis : Absences de réponse	Par absence de réponse dans le délai requis	100 €	1 000€
2) Non-respect des délais contractuels d'exécution d'une enquête (dépassement des 16 semaines maximum)	Par jour de retard	$P = \frac{V \times R}{1000}$	10% du montant de la commande
3) Retard dans la fourniture de données collectées (hors cas de force majeure*)	Par jour de retard lorsque des données ne sont pas transmises	500€	10% du montant du bons de commande
4) Non-respect des obligations de confidentialités et sécurité des données	Par incident constaté	1000€	5000€

*\*Cas de force majeure : Evénements présentant un caractère imprévisible, irrésistible, extérieur aux parties telle que les cas de événements météorologiques majeurs et catastrophes naturelles (ouragan, tremblement de terre...), guerres, émeutes, pénuries d'essence, crise sanitaire impliquant l'impossibilité d'interviewer les ménages sur place etc.*

## 2.9 Droit applicable dans le pays d'exécution de la prestation

Le titulaire est réputé respecter en tous points la réglementation en vigueur dans le pays d'exécution de la prestation. À ce titre il s'engage à remplir toutes les obligations et formalités imposées dans ledit pays dans quelque domaine que ce soit. En cas de violation de ces règles, la responsabilité de l'Université ne saurait être engagée.

## 2.10 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations (responsabilité découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil français et du droit en vigueur dans le pays d'exécution des prestations).

Tout Titulaire doit donc justifier, à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.



Le titulaire est responsable, **tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels**, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'Université, les personnels de l'Université ou des tiers pourraient être victimes ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

## **2.11 Droit – langue**

En cas de litige entre les parties (déterminées aux articles 1 et 2 de l'Acte d'Engagement) dans l'exécution du présent accord-cadre, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

Sauf mention contraire au présent CCAP, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français et adressées au Président de l'Université Bordeaux, autorité représentant le pouvoir adjudicateur.

## **2.12 Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

### **2.12.1 Confidentialité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution de la ou des prestations (la confidentialité ne s'appliquant pas aux informations et documents publics).

La nature des prestations du présent accord cadre peut conduire le titulaire à avoir accès à des données très confidentielles. Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et ses préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat pour une durée de dix (10) ans à compter de la date d'échéance du bon de commande.

### **2.12.2 Protection des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à respecter strictement la réglementation en vigueur relative à la protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), et la réglementation en vigueur dans le pays d'exécution de la prestation. Sur ce point il veillera :

- À informer le pouvoir adjudicateur (via les équipes de recherche qui assureront le contrôle de l'exécution des prestations) de toutes spécificités et contraintes liées à la réglementation du pays d'exécution ;
- À respecter les règles éthiques et à garantir la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données collectées, en mettant en place toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour prévenir toute divulgation, perte ou accès non autorisé.

Par ailleurs, par toutes les précautions qu'il aura prises et démarches préparatoires qu'il aura menées, en amont de l'exécution des prestations, le titulaire doit garantir à l'Université de Bordeaux la liberté de gestion et d'exploitation des données exclusivement dans le cadre des programmes de recherche pour lesquelles elles sont collectées, et en lien direct avec les finalités attendues.

Ainsi, le titulaire s'engage à recueillir l'accord de tous les ménages interviewés en vue de l'exploitation des données collectées et leur transfert hors du pays d'exécution des prestations.

Dans son offre présentée au titre du présent accord-cadre le titulaire aura fourni une attestation (annexe 3 à l'AE) dans laquelle il s'engage à exécuter les prestations en conformité avec le présent article.

### **2.13 Développement durable**

Dans l'objectif de limiter les effets néfastes de l'exécution de l'Accord-Cadre sur l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique. A ce titre et dans cet objectif :

- Le titulaire aura déterminé dans son offre, les modalités qu'il mettra en œuvre en cours d'exécution. (Voir notamment rubrique F4 du cadre de réponse technique)
- Un critère d'évaluation des offres dédié a été déterminé au Règlement de la Consultation.

### **2.14 Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du présent marché conformément au chapitre VII du CCAG/FCS.

### **2.15 Clause de réexamen**

#### **2.15.1 Réexamen par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur**

En vertu des dispositions des articles R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les clauses contractuelles peuvent être réexaminées par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur dans les cas suivants :

- Dans le cas de rectification d'erreurs purement matérielles affectant les pièces contractuelles de l'accord-cadre ou des marchés subséquents passés sur son fondement, les documents corrigés se substituent aux précédents.
- Dans le cas d'évolution réglementaire impliquant la modification de certaines dispositions contenues dans les documents contractuels listés à l'article 2 ci-avant, à la condition que ces modifications n'entraînent pas de surcoût.

Les documents modifiés seront exécutoires dès leur notification au titulaire.

#### **2.15.2 Réexamen par avenant**

Dans tous les autres cas, si un accord est trouvé entre les parties, le réexamen des dispositions contractuelles pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant. Les dispositions contractuelles modifiées entreront en vigueur dès notification au titulaire.

Sont concernés par un réexamen par avenant :

- Les modifications relevant des dispositions des articles R2194-1 à 9 du code de la commande publique, hors cas de réexamen par décision unilatérale,
- Les modifications affectant la personne morale du titulaire, notamment les fusions, scissions, absorptions, rachats, modifications sociales, ainsi que, dans le cas d'un groupement d'entreprises, la modification de sa composition.
- Les modifications liées à des opérations de restructuration du titulaire

- Les modifications dans les champs de compétences du titulaire, par transfert définitif de compétence ou par mandat temporaire de gestion, ayant pour résultat de confier la gestion de l'activité objet du marché à un opérateur tiers,
- La cession du marché à un opérateur tiers,
- La disparition du titulaire avec reprise d'actifs par un opérateur tiers.

Le transfert du marché nécessitera en tout état de cause l'assentiment préalable du pouvoir adjudicateur.

## 2.16 Dérogations au CCAG-FCS

Il est dérogé aux clauses de CCAG/FCS indiqués dans le tableau ci-dessous :

	articles CCP	articles CCAG FCS
Documents contractuels	2	4
Avance	2.7.1	11
Vérifications / Admission	2.6	27 et 28
Pénalités pour retard	2.8	14

Lorsqu'il est dérogé à un article du CCAG/FCS, toutes les dispositions du CCAG/FCS qui ne sont pas contraires à la dérogation faite au présent CCAP s'appliquent.